

LA SAUVEGARDE DE LA SOUVERAINETÉ DANS L'ARCTIQUE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais que le ministre réponde à la question suivante: Admettra-t-il que non seulement les spécialistes de son ministère, mais ceux d'autres pays, y compris les États-Unis, sont d'avis qu'il existe une alternative adéquate du point de vue technologique? S'il est de notre devoir de savoir ce qui se passe sous la glace de l'Arctique, il y a d'autres façons de nous y prendre qui coûteraient moins cher et qui ne nous engageraient pas dans une stratégie potentiellement agressive. Au moment précis où les superpuissances reviennent à la raison, le gouvernement actuel est le seul à vouloir faire le contraire.

Pourquoi le gouvernement n'est-il pas raisonnable et n'adopte-t-il pas une stratégie qui sauvegarderait notre souveraineté sans nous entraîner dans une position potentiellement agressive?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député se trompe encore une fois et ses propos induisent en erreur. Si notre politique de défense ne consistait qu'à savoir si quelqu'un viole notre territoire sans pouvoir nous défendre, nous pourrions aussi mettre nos CF-18 au rebut et enlever progressivement à l'armée ses responsabilités en matière de défense.

Les Forces armées canadiennes sont chargées de défendre l'intégrité territoriale du Canada et de prendre les mesures nécessaires contre ceux qui violent notre espace aérien ou nos eaux territoriales. Le député devrait savoir que cette politique est conforme au Traité de non-prolifération ainsi qu'à l'article 14 de la convention conclue avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Le temps est venu pour le NPD d'exposer clairement sa politique devant le peuple canadien. Cette semaine, le député a proposé d'affecter cet argent à une gamme de programmes sociaux et de le donner au Syndicat des postiers du Canada, entre autres. Que propose-t-il pour la défense du Canada? Que devrions-nous faire de la marine? Désavoue-t-il ce que le député de Brant a dit au sujet de l'acquisition de sous-marins à propulsion classique et—

Des voix: Bravo!

Des voix: Deuxième prise, Ed.

M. le Président: Le député d'Oshawa.

UNE PROPOSITION DE RECHANGE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je veux être sûr d'avoir bien compris ce que le ministre laisse entendre au peuple canadien et, en fait, au monde entier. D'un côté, il y a un système qui pourrait servir à vérifier si notre souveraineté a été violée, de sorte qu'on puisse prendre les mesures diplomatiques qui s'imposeraient.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Bien.

M. Lewis: Magnifique, Neville.

M. Andre: Nous brandirons nos lois et règlements!

Questions orales

M. Turner (Ottawa—Carleton): À Saint-Pierre-et-Miquelon, vous auriez voulu envoyer la marine?

M. Andre: L'amiral Broadbent!

M. le Président: La parole est au député, s'il vous plaît.

M. Broadbent: Maintenant que nous avons entendu les intellectuels du caucus conservateur . . .

M. Nystrom: Qui cela?

M. Broadbent: . . . il reste l'autre option, celle de l'argumentation du ministre voulant que nous passions à l'attaque si notre souveraineté était violée.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Est-ce bien ce que dit le ministre? Ce sont là les deux seules options possibles. Nous avons proposé une solution de rechange, qui consisterait à exercer une surveillance et à rapporter les atteintes à notre souveraineté, puis à prendre les mesures diplomatiques qui s'imposeraient. Ou encore, on investit des milliards de dollars dans des sous-marins de guerre. Quelle option favorisez-vous et pourquoi?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je me demande si je dois rire ou pleurer, tellement le député est navrant. D'après lui, si le Canada était attaqué, nous devrions nous contenter de protester.

M. Broadbent: Écoutez donc.

M. Beatty: Le député pose une question, mais ne veut pas entendre la réponse. Je ne l'en blâme pas, vu la stupidité de la question.

Le rôle des Forces armées canadiennes est de se préparer à défendre le Canada. Nous n'avons jamais occupé ni convoité un seul centimètre carré de territoire étranger. Nous n'avons jamais utilisé la force que pour nous défendre et préserver la liberté. Nous ne menaçons personne. Nous ne menaçons certes personne en disant que nous sommes prêts à défendre notre pays. Les néo-démocrates prétendent que nous ne devrions pas nous préparer à défendre notre pays et ils ont absolument tort.

Des voix: Asseyez-vous Ed, vous êtes retiré.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LE PLAN D'ENTREPRISE—LES BUREAUX DE POSTE RURAUX

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de Postes Canada. J'ai en main copie d'une partie confidentielle du plan d'entreprise de Postes Canada, qui a été obtenue par la Presse canadienne, qui dit que le gouvernement va rationaliser—ce qui veut dire fermer—5 221 bureaux de poste ruraux d'ici 1996. Vu que ces bureaux emploient 10 000 personnes, dont 83 p. 100 sont des femmes, comment le ministre voit-il le licenciement de 8 300 femmes, ce qui serait le plus grand licenciement de femmes au Canada? Essaie-t-il de faire mieux que son patron qui a fermé Schefferville?